

ARRÊTÉ
DE NOMINATION STAGIAIRE À TEMPS NON COMPLET
DE M. ou M^{me} [Nom Prénom]
GRADE [grade]
à raison de [heures] heures hebdomadaires

Le Maire (ou le Président) de [collectivité ou établissement public],

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu le décret n° [numéro du décret] du [date] portant statut particulier du cadre d'emplois des [cadre d'emploi],
Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,
Vu le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique Territoriale,

Vu la délibération en date du [date] créant un emploi de [emploi], à raison de [heures] heures hebdomadaires.

OU

Vu le tableau des effectifs budgétaires,

Vu la déclaration de vacance d'emploi effectuée auprès du Centre de Gestion, (le cas échéant) Vu les services de non titulaire d'une durée de [durée] accomplis par M. ou M^{me} [Nom, Prénom], du [date de début] au [date de fin], indice brut [IB], indice majoré [IM], (indices détenus juste avant la nomination stagiaire),

Vu le certificat médical attestant l'aptitude physique à l'emploi en date du [date],

Considérant que M. ou M^{me} [Nom, Prénom] a satisfait aux conditions de recrutement fixées par le décret susvisé, (le cas échéant) Considérant que M. ou M^{me} [Nom, Prénom] est inscrit(e) sur la liste d'aptitude au grade de [grade] en date du [date] établie par le Centre de Gestion OU le CNFPT ou par l'autorité territoriale de [collectivité non affiliée].

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

M. ou M^{me} [Nom, Prénom] né(e) [nom de jeune fille] le [date de naissance] est nommé(e) [grade] stagiaire à compter du [date], à raison de [heures] heures hebdomadaires, pour une durée de [durée],

ARTICLE 2 :

Pendant la période de stage, M. ou M^{me} [Nom, Prénom] est rémunéré(e) sur la base du [échelon de début de carrière] échelon et perçoit une rémunération calculée à partir de [prorata]/35ème de l'Indice Brut [IB], Indice Majoré [IM],

OU

(le cas échéant) l'intéressé(e) est rémunéré(e) sur la base de l'Indice Brut [IB], Indice Majoré [IM], (pour tenir compte de l'indice acquis précédemment),

ARTICLE 3 :

M. ou M^{me} [Nom, Prénom] est soumis(e) :

- au régime général de la Sécurité Sociale et est affilié(e) à l'IRCANTEC (moins de 28 heures hebdomadaires).

OU

- au régime spécial de Sécurité Sociale des fonctionnaires et est affilié(e) à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (28 heures hebdomadaires et plus).

ARTICLE 4 :

Avant le terme normal, il peut être mis fin au stage de M. ou M^{me} [Nom, Prénom]:

- en cas d'insuffisance professionnelle, après avis de la commission administrative paritaire, dès lors que la moitié du stage sera accomplie,

- en cas de faute disciplinaire, après avis du conseil de discipline, dans les deux cas, la fin de stage a lieu sans préavis ni indemnité de licenciement et après communication du dossier à l'agent.

ARTICLE 5 :

Le Secrétaire général (ou le Directeur général) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis au Représentant de l'Etat,

- Notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de gestion,

- Comptable de la collectivité.

Fait à [commune], le [date]

Le Maire (ou le Président),

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Notifié le [date]

Signature de l'agent :

NB : Pour permettre le classement en catégorie B active, au regard de la CNRACL, en plus du grade, l'arrêté devra comporter les fonctions exercées. Voir liste des grades concernés en annexe 1.